

CIBLE

Dissuasion

Quand les médias organisent des campagnes diffamatoires, multiplient les allégations calomnieuses et violent la vie privée, les sanctions sont tardives, souvent faibles, et les citoyens ne se sentent pas protégés. Or voici que, après des années de laxisme, des tribunaux perdent la mesure, mais dans l'autre sens, au point de menacer les libertés !

Les accusations insensées lancées par deux journalistes contre MM. Léotard et Gaudin ont sans doute convaincu certains magistrats qu'il fallait rétablir l'équilibre des plateaux de la balance. Mais ils l'ont fait avec une brutalité inouïe : les jugements prononcés contre Albin Michel, éditeur d'une enquête sur les tribunaux de commerce, et Plon, pour un livre sur l'affaire Piat, menacent gravement l'existence de ces deux éditeurs en raison du montant de l'amende (cent fois plus que la moyenne) et du caractère immédiat de la sanction.

Si ces jugements ne sont pas infirmés en appel, aucune maison d'édition ne prendra désormais le risque de publier des enquêtes sur des sujets d'actualité. Point de censure, mais l'autocensure qui est le crime parfait dans le domaine des libertés.

PRÉSIDENCE

Chirac devant ses choix

Europe

**La nation en
question**

p.6/7

Mai 68

**Les vrais
héritiers**

p. 2

Le soulèvement de l'ennui

Que se passe-t-il quand la bonne société libérale-libertaire commémore le soulèvement de la vie ? Rien. Rien d'autre qu'un sommeil de plomb.

Je m'ennuyais l'autre soir en lisant *Libé...* En fait, non. Cette commémoration de Mai, la troisième du genre, ne me fait même pas songer à une comédie surjouée par des acteurs qui n'ont plus envie de s'amuser. Cela ressemble plutôt à un dîner d'anniversaire entre gens du même monde, dans l'appartement glacial d'un quartier comme-il-faut.

Nous sommes chez l'oncle Serge, celui qui a fait un si beau mariage avec les Chargeurs Réunis. Il y a là le cousin Dany, avec ses boutades éculées, le grand-père J.D., patron d'un journal de gauche et promoteur immobilier (1), et d'autres camarades du bon vieux temps qui, comme par hasard, ont tous réussi dans la vie.

Comme dans tous les dîners-
en-ville, on a invité le jeune provocateur de service, qui paie son écot en clamant qu'il

n'aime pas les vieux. Ce qui fait frissonner les jeunes messieurs et les belles dames, sans les effrayer pour autant : quand les bonnets rouges sou-
pent chez les petits marquis, c'est qu'ils sont déjà rentrés dans le rang.

Tout cela est tellement convenable et convenu qu'on ne poussera pas la charge plus loin : vous savez qu'après avoir soufflé les bougies, on passe dans le grand salon (meublé Roche-et-Bobois) pour regarder les photos-sou-
venirs du Quartier latin. La nostalgie est toujours ce qu'elle était dans ces milieux : un soupçon d'amertume qu'on noie dans un excellent vin.

Pour tromper l'ennui, faut-il tenter de s'indigner au spectacle de cette bourgeoisie de gauche, complice de la régression économique et sociale, qui se regarde, larme à l'œil, faire la révolution contre le capitalisme et contre l'impérialisme américain ? Toutes les

diatribes de ce genre se sont déjà embourbées dans les marécages de la bonne conscience, du réalisme branché, et d'une philosophie de l'histoire qui, Marx et Hegel dûment révoqués, assurent, tenez-vous bien, que les temps ont changé.

Mais ce n'est pas parce que *Le Nouvel observateur* et *Libération* vieillissent mal qu'il faut considérer que la génération de 1968 est tout entière prise dans ce lent naufrage de l'esprit et du cœur (2).

A trop se concentrer sur le quarteron qui organise le spectacle médiatique et qui convie quelques mufles à faire ressortir l'excellence de ses manières, nous en viendrions à oublier que cette génération militante est demeurée fidèle à l'essentiel de ce qu'elle défendait : voici une trentaine d'années. Maurice Clavel a été jusqu'au bout un formidable combattant. Qu'on le lise !

Hélène Bleskine est restée la femme éprise de liberté et amoureuse de la justice qu'annonçait *L'Espoir gravé*. Qu'on réédite ce livre afin que ceux qui étaient trop jeunes ou pas encore nés en 1968 puissent sentir ce que fut l'esprit de Mai !

N'oublions pas, non plus, ce que savent tous ceux qui manifestent ces temps-ci dans les rues. Alain Krivine est resté fidèle aux idées révolutionnaires de sa jeunesse. Daniel Bensaïd travaille au ressourcement du marxisme. A tort, à raison ? C'est une autre histoire. Et d'autres, qui ont laissé tomber le *Petit livre rouge*, continuent de militer dans leur profession et dans la rue, pour la justice : les plus connus sont enseignants, architectes, psychanalystes, mais il y a des milliers d'hum-
bles piétons de mai qui pour-
suivent obstinément leur travail de base.

Tous estiment qu'ils ont encore plus raison d'être révoltés que dans leur jeune âge. On les retrouvera, longtemps encore, loin des caméras mais au premier rang. Avec ou sans pavés, ils ont toujours la même rage.

Sylvie FERNOY

(1) La promo est dans les dernières pages du journal, juste après les petites annonces où des jeunes filles slaves se cherchent des amis.

(2) Oui j'agresse, mais dans l'espoir de miracles : que *Le Nouvel obs* consacre plusieurs pages à Maurice Clavel, et que *Libération* organise une journée d'hommage à l'un de ses plus actifs fondateurs.

Oncle Hans et cousin Wim

Pour utiliser le parler-mode des médias chics, l'eurofête prévue à Bruxelles s'est transformée en eurofarce suivie d'une série d'eurochocs pour le moins inquiétants.

Nul n'ignore que les Allemands veulent depuis le premier jour contrôler la totalité des opérations monétaires, et tenaient à choisir le major-
dome qui tiendra la Banque européenne sise à Francfort. On sait que les Français vou-
laient sauver les apparences en imposant un premier valet de leur nationalité. Le choc des intérêts nationaux conduisit à l'impasse. Pour en sortir, on a donc trouvé comme d'habi-
tude un compromis boiteux, aux termes duquel le major-
dome Wim Duisenberg céderait la place dans quatre ans (alors que son mandat est de huit ans) au premier valet Trichet.

Le succès obtenu à Bruxelles le 2 mai était dérisoire, puisque les deux hommes adhèrent aux dogmes de la Bundes-
bank : le compromis franco-
allemand nous promettait donc douze années supplémentaires (quatre d'uisembergiennes, puis huit du mandat normal trichet-
tiste) de gestion ultra-libérale, restrictive, rigoriste, déflation-
niste.

Las ! Il a suffi de quatre jours pour que le cousin Wim renie sa promesse verbale et transforme en farce humiliante pour la France le laborieux compromis bruxellois. On voudrait déchaîner le nationa-
lisme dans notre pays qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Annette DELRANCK

Ce n'est pas tout. Hans Tiet-
meyer, président de la Bun-
desbank, s'est empressé de parachever son oeuvre de bétonnage idéologique dans un entretien publié par *Le Monde* du 9 mai. Il y affirme notamment qu'en Euroland, « il faut avoir une monnaie supranationale et une banque centrale dépolitisée... Sinon, on risquerait de voir naître des conflits politiques entre les nations ». L'aveu est de taille, mais la solution présentée est idiote car toute « gestion » de la monnaie est politique. De surcroît, si les techniciens de la banque européenne parvien-
nent à écarter les conflits nationaux, on peut tenir pour assuré qu'ils éclateront dans d'autres domaines.

Par ailleurs, l'oncle Hans a déclaré une fois de plus que « nous devons avoir des mar-
chés du travail plus flexibles pour faire reculer le chô-
mage ». Preuve qu'il veut bel et bien imposer une politique monétaire fondée sur une idéologie précise, utilisant des arguments non démontrés mais favorables aux milieux financiers, et qui entraînera des contraintes de plus en plus insoutenables pour les salariés. On voudrait que les peuples haïssent l'euro, l'eurobank et l'euroland qu'on ne s'y pren-
drait pas autrement.

Péril en la demeure...

Il reste un mois et demi seulement pour atteindre l'objectif...

Voir page 11

Le miroir à deux faces

Chirac et Séguin sont dans un bateau. Lequel tombe à l'eau ? Qu'est-ce qui reste ?

Philippe Séguin a des états d'âme. Il laisse entendre que la direc-
tion du RPR, au fond... Il est vrai que tenir la barre d'un *Titanic* politique ne constitue pas une perspective réjouissante. Surtout après avoir heurté l'iceberg de la défaite électorale, après une dissolution manquée. Ce n'est pas par pur esprit de sacrifice que le rival de Jacques Chirac - sans parler de quelques autres - a pris la direction du parti qui se dit « gaulliste », pour tenter de lui redonner dynamisme et cohérence.

Philippe Séguin sait que pour atteindre son but, la Prési-
dence, il existe deux voies dans le fonctionnement de la V^e République. La première consiste à obtenir le poste de Premier ministre, et à s'en servir comme tremplin : com-
bien de locataires de Matignon sont-ils devenus les rivaux de celui qui les y avait placés ? Chirac est souvent déroutant, mais pas idiot : il a préféré user Juppé jusqu'à la corde, plutôt que d'offrir cette chance à l'ancien maire d'Épinal.

Il ne restait donc à ce dernier que la seconde voie : le contrôle du RPR qui offrait, de fait, à son bénéficiaire une position dominante dans l'opposition. Cette tactique fut jadis utilisée, au PS, par François Mitterrand avec le succès que l'on sait. Mais la situation actuelle présente une diffé-

rence de taille : Jacques Chirac et Philippe Séguin appar-
tiennent au même « camp ».

Le premier, chef de l'Etat, gardien théorique de l'intérêt général, doit composer avec le Premier ministre, ne serait-ce qu'en politique étrangère. Le second, pour s'affirmer face à ses rivaux et tenter d'affaiblir la pression du Front National, mène un combat sans conces-
sion contre Lionel Jospin. D'une part le chef de l'Etat, probablement candidat à sa propre succession, ne souhaite pas qu'un concurrent vienne troubler son jeu. D'autre part, l'expérience montre qu'aucun président ne tolère que le principal parti de la majorité présidentielle soit entre les mains d'un dirigeant trop puissant.

Nous touchons là les limites d'institutions qui sont pourtant les meilleures que notre pays ait connues en République. Chef d'un parti, dont la véritable référence demeure le prési-
dent, Philippe Séguin voit sa marge de manoeuvre se réduire. D'où ses états d'âme, qui ne concernent que lui. Mais l'intérêt général concerne tous les citoyens.

Pierre CARINI

Adhérez
à la N.A.R. !

royaliste
SOMMAIRE : p.2 : Le soulèvement de l'ennui - p.3 : Oncle Hans et cousin Wim - Le miroir à deux faces - p.4 : L'émergence d'une recomposition - p.5 : La banque et le Trésor - p.6/7 : La bataille de la souveraineté - p.8 : Ernesto Guevara dit le Che - p.9 : Question de société - p.10 : Passion mortelle - A la source de James Bond - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Jacques Chirac devant ses choix.
RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone: 01.42.97.42.57
Télécopie: 01.42.96.05.53
Dir. publication: Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

L'émergence d'une recomposition

Une fois encore, les différentes organisations syndicales ont défilé en ordre dispersé le 1^{er} mai pour célébrer la Fête du Travail. L'occasion pour nous de faire le point sur le paysage syndical français.

Le syndicalisme français est mal en point. Et le traitement que lui prescrivent les consultants de tout poil, spécialistes des relations sociales en entreprise, ne permet pas d'arrêter l'avancée du mal. Il l'accélère au contraire, sous l'oeil goguenard du patronat, et dans l'indifférence des travailleurs.

Cependant, malgré ses nombreux défauts, le syndicalisme reste le seul garant de la défense des intérêts des travailleurs salariés ou chômeurs. Les associations de chômeurs, malgré le bien-fondé de leur action, ne remplaceront jamais les syndicats. A partir du moment où elles établissent leur existence et leur pérennité en opposition aux syndicats, elles participent à la division du mouvement ouvrier et concourent, non plus à la lutte de classe, mais à la guerre de ceux qui n'ont rien contre ceux qui ne disposent pas de grand-chose. Ce qui ne saurait déplaire au patronat et aux partisans de l'économie ultralibérale. En outre, les associations de chômeurs accréditent la thèse selon laquelle l'existence du chômage est une fatalité. Enfin, les associations se positionnent en groupe de pression, ce que n'ont jamais été les syndicats qui revendiquent haut et fort leur statut de corps intermédiaire. Dans ce contexte, l'amendement Le Garrec à la loi contre l'exclusion, qui, s'il était adopté, permettrait aux organisations de chômeurs d'être associées à la gestion de l'UNEDIC, va dans le mauvais sens.

Encore faut-il pour ne pas disparaître du paysage social

français, que le mouvement social se ressaisisse. Les grandes confédérations souffrent du syndrome d'Iznogoud : dans toutes les organisations, aujourd'hui, il existe au moins un grand vizir qui veut devenir calife à la place du calife. A la CGT-FO, à la CFE-CGC, à la CFDT, à la CFTC et même à la CGT... Et les califes en poste, à l'exception notable de Louis Viannet, secrétaire général de la CGT, n'ont eux-mêmes qu'un objectif : prendre la place de Nicole Notat, la chouchoute du patronat et du gouvernement. Et les débats d'idées dans cette cacophonie ?

Aujourd'hui, dans toutes les confédérations, des tentatives de recomposition s'esquissent. La CFE-CGC est tentée par un rapprochement avec l'UNSA, qui permettrait à cette nouvelle organisation née de l'écclatement de la FEN de devenir représentative. Jacques Mairé, secrétaire général de l'union départementale (UD) de Paris de la CGT-FO vient de rallier l'UNSA ; on prétend que d'autres UD ou fédérations de la CGT-FO s'apprentent à le rejoindre. Ceux qui restent, parce qu'ils pensent encore pouvoir faire évoluer leur organisation, oscillent entre deux attitudes : le durcissement, prôné par l'aile trotskiste ou la fidélité à la tradition réformiste et contractuelle. Et Marc Blondel de ménager les deux. La CFTC, fidèle à elle-même, tergiverse. Elle semble traîner comme un boulet son héritage chrétien dont elle est fière, mais qu'elle ne sait pas comment assumer. L'opposition à l'actuel prési-

dent, fondée essentiellement sur une stratégie de conquête du pouvoir, n'est guère plus stimulante pour les adhérents et les militants. Même la monolithique CGT, est aujourd'hui traversée par au moins deux courants : les maximalistes et les pragmatiques. Enfin, la petite dernière, SUD, scission de la CFDT, compte les points, espérant bien que les durs de toutes les organisations viendront, un jour, gonfler ses rangs.

Telle est l'image que les organisations syndicales donnent d'elles-mêmes et que relaie la presse : en guise de recomposition, ce que proposent les syndicats, aujourd'hui, n'est rien d'autre qu'une redistribution des cartes au profit de tels ou tels appareils, et une reconduction des clivages classiques entre réformistes et « révolutionnaires ».

Ce qui n'est que partiellement vrai. L'enjeu est ailleurs. Pour affronter la stratégie patronale de déréglementation, le libéralisme et « l'économisation du monde », seule une stratégie syndicale de résistance au système peut permettre aux organisations de travailleurs de perdurer. L'analyse des stratégies des organisations internationales et européennes, aide à y voir clair dans les enjeux nationaux.

Il existe deux organisations internationales de travailleurs : la CISL (confédération internationale des syndicats libres) d'inspiration sociale-démocrate et la CMT (confédération mondiale du travail) d'obédience chrétienne et

humaniste. La première prône ouvertement une stratégie d'accompagnement du système libéral. Il suffit d'observer la politique que mène l'ORIT, la composante régionale de la CISL en Amérique latine, pour s'en convaincre. L'ORIT défend, en effet, l'ALCA (association de libre commerce des Amériques), projet mis au point par les États-Unis pour les États-Unis et dont la finalité est de renforcer les liens de dépendance de l'Amérique latine à l'égard des États-Unis.

Face à l'ORIT, la CLAT, structure régionale de la CMT, au contraire implique une intégration commerciale, économique et financière, mais aussi politique, sociale et culturelle, à partir des latino-américains pour les latino-américains.

On voit par là que sur ce continent, où les travailleurs sont journellement confrontés à la déréglementation, les syndicats sociaux-démocrates affichent clairement une stratégie d'accompagnement du système libéral. Si à la lumière de cet exemple, on examine la situation du syndicalisme français, tout s'éclaire. La CFDT, affiliée à la CISL, parie sur la victoire du libéralisme : ce système économique est installé pour longtemps, il faut tout mettre en oeuvre pour qu'il soit le moins douloureux possible pour les travailleurs. D'où sa collaboration avec les pouvoirs politiques en place, quels qu'ils soient. D'où sa position sur les 35 heures et l'acceptation d'une dose de flexibilité. Les autres, notamment FO, qui bien qu'affiliée à la CISL est en délicatesse avec elle, et la CFTC, dont les forces les plus vives sont proches de la CLAT, ont une carte à jouer dans la recomposition syndicale.

Aujourd'hui, le clivage n'est plus entre un syndicalisme réformiste et un syndicalisme révolutionnaire, mais entre un syndicalisme de paix sociale, quitte à brader tous les acquis et à niveler par le bas, ou un syndicalisme de justice sociale. Une opposition qui transgresse toutes les organisations existantes.

Nicolas PALUMBO

La banque et le Trésor

Unité des banquiers, désunion des politiques ?
Telle est l'image que les premiers voudraient donner en Europe, les médias et certains politiques intéressés leur emboitant le pas.
Et si ce n'était pas plutôt le monde des banquiers qui est divisé ?

On nous explique que Trichet ou Duisenberg, c'est bonnet blanc et blanc bonnet puisque tous deux et leurs collègues de la Banque centrale européenne (BCE) rivalisent en orthodoxie financière et en rigueur monétaire. C'est vrai. Le *Financial Times* a même risqué ce jeu de mots que nous ne nous serions pas autorisé : « Wim-Claude Trichenberg ». Mais quand on a dit cela, on n'a encore rien dit.

On nous explique de surcroît que les Français sont d'indécrottables nationalistes et qu'ils veulent modeler toutes les institutions selon un schéma d'intervention administrative qu'ils ont eux-mêmes largement abandonné chez eux, quoique le doute persiste sur leur sincérité. La preuve est qu'ils veulent l'imposer à l'extérieur. Il a été facile d'interpréter ainsi le discours du président Chirac à Bruxelles. Or tel n'était pas du tout ce qu'il venait de dire au Japon, d'où il arrivait, et ce qu'il dira à Birmingham (15-16 mai) au sommet des pays les plus industrialisés, le G7. Cette caricature ne sert que ceux qui en ont besoin.

Il y a actuellement un débat général sur le système financier et monétaire international où les banquiers sont plus divisés et où, semble-t-il, les politiques sont moins désunis qu'on ne le pense. Ce débat avait été ouvert par les crises mexicaines et relancé par la crise asiatique. Ce n'est pas M. Chirac mais M. Rubin, le

secrétaire d'État américain au Trésor, qui le premier a parlé de revoir « l'architecture » du système international et appelé à un « Bretton Woods II », du nom des premiers accords qui en 1944 ont créé le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Il en sera beaucoup question à Birmingham. Car il ne faut pas oublier qu'avant de se déchaîner contre le gouverneur de la Banque de France à travers Chirac, une bonne partie de la presse et de la finance internationale se sont d'abord déchaînées contre M. Camdessus, directeur-général du FMI, incapable, selon eux, d'avoir prévu la crise asiatique et d'y faire face. Cela fait certes beaucoup de Français bien placés, surtout lorsqu'on y ajoute la présidence de la BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement), M. de la Rosière, prédécesseur de M. Camdessus au FMI, si bien que cette institution a un directeur général français depuis vingt-deux ans ! Et Paris voudrait que son successeur à la BERD soit encore un Français, M. Lagayette, ex-directeur de la Caisse des dépôts et consignations.

Pourquoi tant de Français dans les institutions financières internationales alors qu'on se plaint d'en avoir si peu dans les instances dirigeantes des Nations Unies, et notamment à la Banque Mondiale ? Même si ces Français doivent parler anglais la plupart du temps et qu'ils travaillent dans

un bain anglo-saxon, ils sont là parce qu'ils sortent non de la Banque mais du Trésor, une culture plus encore qu'une institution, que, bizarrement, la France partage avec l'Angleterre et les États-Unis, mais à laquelle les Allemands et a fortiori les Hollandais ou les Suisses sont étrangers.

Il suffit de remarquer que ni Londres ni New York n'ont fait grand cas des querelles européennes de Bruxelles. Les marchés n'ont pas ratifié les craintes de la Bundesbank ni des Néerlandais. Car ils ont reconnu les véritables enjeux de l'euro. Le bloc Euro aura plus du tiers des droits au FMI. Au sommet du G7, il n'y aura plus désormais que quatre monnaies en lice : le dollar, la livre, le yen et l'euro. Entre une monnaie mondiale unique et la guerre des monnaies, au-delà des inévitables péripéties, peut se profiler, si les Trésors se mettent d'accord, l'idée d'un retour à une gestion plus contrôlée, non des monnaies en tant que telles mais des marchés internationaux des capitaux, dont les dysfonctionnements sont au cœur de la crise asiatique mais ne se trouvent pas seulement ni même principalement en Asie. L'enjeu est le « contrôle », au sens large, des banquiers par les trésoriers. Il est impératif que la BCE rejoignent les esprits les mieux intentionnés de la Réserve Fédérale ou de la Banque d'Angleterre dans ce combat décisif. Il faut vouloir les conséquences de ce que l'on veut. Si l'on veut l'euro, il faut vouloir exercer ses droits au FMI, au G7, sur les banques et les marchés. Si on le fait pas, il ne fallait pas commencer.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **AUTRICHE** - C'est le 2 mai au château d'Ellingen, en Bavière, qu'a été célébré le mariage de l'archiduc Carl-Peter d'Autriche avec la princesse Alexandra de Wrede. Le marié est le neveu de l'archiduc Otto de Habsbourg. Parmi les nombreux représentants des familles royales on notait, entre autres, la présence du prince Philippe de Belgique, témoin du marié, de dom Duarte du Portugal et de son épouse dona Isabelle, des princes Jean et Eudes de France qui représentaient le comte de Paris.

♦ **JAPON** - Le président Chirac, grand connaisseur et amoureux de la culture japonaise, est venu - c'était son 46^e voyage au Japon - ouvrir officiellement l'Année de la France au Japon. A cette occasion il a été reçu au palais impérial par l'empereur Akihito et l'impératrice Michiko.

♦ **ESPAGNE** - L'arrestation de six personnes appartenant à un groupe d'appui du commando Donosti de l'ETA (responsable de l'assassinat de plusieurs élus) a permis de découvrir la préparation d'un attentat contre le roi. L'organisation séparatiste basque avait prévu de placer des explosifs sur l'itinéraire que devait, cet été, emprunter le roi lors de l'inauguration du nouvel aquarium de Saint-Sébastien. En 1995 déjà trois membres de l'ETA avaient été arrêtés à Palma de Majorque alors qu'ils s'apprêtaient à assassiner le monarque à l'aide d'un fusil à lunette. Puis en octobre 1997 trois autres activistes avaient été surpris en train d'introduire des explosifs au musée Guggenheim que le roi allait inaugurer.

♦ **CAMBODGE** - Le prince Ranariddh a regagné Phnom Penh le 4 mai afin de mener la campagne du parti royaliste (FUNCINPEC) pour les élections législatives prévues pour le 26 juillet. Son arrivée et l'entretien téléphonique qu'il a eu avec son rival, le Premier ministre Hun Sen, ont mis fin au boycott des séances du parlement par les députés de l'opposition. Ces derniers exigeaient que des amendements à la loi électorale soient discutés, ce que refusait jusque là le Premier ministre.

♦ **GRECE** - Le roi Juan Carlos et la reine Sophie d'Espagne effectuèrent pour la première fois une visite officielle en Grèce du 25 au 29 mai. La reine Sophie, qui est la sœur de l'ex-roi Constantin, n'avait été autorisée à revenir en Grèce qu'une seule fois, pour quelques heures en 1981, à l'occasion de l'enterrement de sa mère la reine Frédérique. Un premier voyage officiel avait été annulé en 1991 le programme proposé par les autorités grecques ayant été jugé inacceptable. Cette fois-ci il est prévu « parallèlement à la visite officielle et dans un cadre strictement privé » un déplacement au Palais de Tatoi où sont enterrés les membres de la famille royale grecque. Ce palais fait partie des biens personnels du roi Constantin dont il a réclamé la restitution auprès de la Commission européenne des Droits de l'Homme.

L'énorme propagande qui a accompagné le lancement de l'euro, et le pitoyable compromis intervenu lors du sommet des

2 et 3 mai, ont masqué les questions fondamentales qui continuent de se poser à propos de la zone monétaire envisagée entre onze pays membres de l'Union européenne.

Il faut donc remercier Laurent Joffrin, d'avoir tenté (*Libération* du 27 avril) une théorisation politique du « passage à l'euro », que nous contestons radicalement, mais qui nous permet de réfléchir à la nature et aux conditions d'exercice de la souveraineté.

Demander aux responsables politiques de définir le projet politique de l'Union européenne, c'est s'exposer à d'interminables finasseries : tantôt on nous explique qu'il s'agit d'un modèle inédit, dont la forme juridique n'est jamais précisée, tantôt on mélange les formules pour que tout le monde soit content, à la façon de Jacques Delors parlant d'une « fédération d'États-Nations ». Si bien que nous savons jamais de quoi l'on parle ni vers quoi l'on tend.

Laurent Joffrin bénéficie de la liberté du journaliste, et a l'avantage de ne pas mâcher ses mots. Très représentatif de la gauche issue de 1968 ralliée à l'euro-péisme militant, il a exposé dans deux articles de *Libération* une thèse « moderniste » à la fois séduisante, dans la mesure où elle tente de dépasser la querelle des nationalistes et des supranationalistes, et radicalement contestable dans ses présupposés et formulations. En 1997, Laurent Joffrin annonce la « fin de l'État-nation », au profit d'une « nouvelle France » qui verra sa souveraineté se « répartir » entre plusieurs capitales politiques : « *Pyramidale pendant des siècles, cette souveraineté s'organisera soudain, comme beaucoup de choses en ce bas monde moderne, en réseau* » (1).

A l'occasion du sommet de Bruxelles, le directeur de la rédaction de *Libération* a repris la même thèse (2), fondée sur une habile manipulation de concepts. Pour lui, « *l'euro étant fait, le combat pour la souveraineté change de nature* ». Ainsi, « *dans le monde de l'euro, la nation n'est plus le seul instrument, ni la France le seul espace dans lequel la démocratie française s'exerce. La souveraineté se diversifie, elle se répartit entre*

plusieurs niveaux institutionnels qu'il faut faire vivre simultanément. La bataille souverainiste demeure. Elle n'oppose plus les Français aux autres Européens, mais les peuples aux forces qui menacent leur libre arbitre démocratique : la finance, l'industrie et la communication mondialisées, qui cherchent à échapper à tout contrôle étatique, ou encore l'hégémonie que les États-Unis exercent par le seul fait de leur puissance relative. La confédération de nations que constitue l'Union européenne doit être désormais orientée en ce sens. Passionnante bataille, qui nous sort du vieux face-à-face entre pro et antieuropéens » (2).

AFFIRMATIONS CAPTIEUSES

Avant d'entrer dans le vif du sujet, relevons brièvement des affirmations fausses et des allégations contradictoires :

- Il est trompeur de faire référence (en surtitre) à la monnaie unique puisque, dans la meilleure des hypothèses, cinq monnaies circuleront en 2002 dans l'Europe des Quinze. Il n'y aura donc pas de monnaie unique.

- Il est faux de dire que l'euro, monnaie de onze pays, est fait. Cette monnaie n'existera que si cette monnaie circule dans l'Euroland (comme dit *Libération*) sous la forme de billets et de pièces acceptées par les populations. Les structures et dispositifs techniques sont les conditions nécessaires, mais totalement insuffisantes, de la circulation monétaire et de la politique qui doit l'organiser.

- Il est étrange d'assigner à la démocratie française un espace qui ne serait plus seulement la France. Quel espace ? Ou plus précisément, quels territoires ?

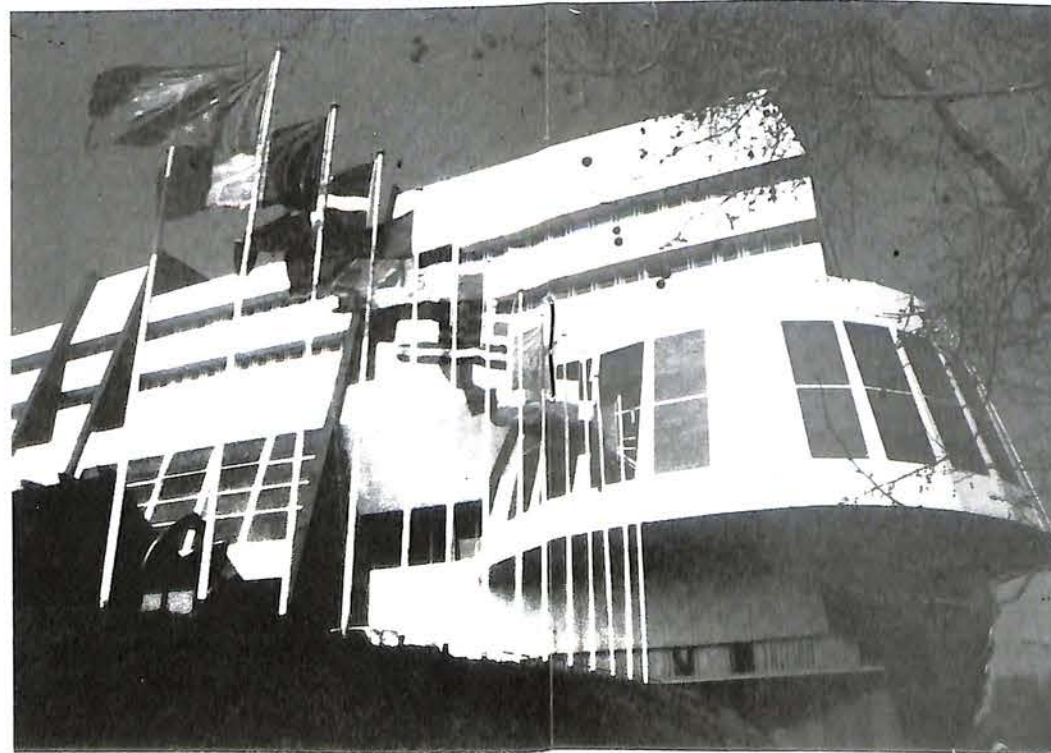
Ceux sur lesquels on ne reconnaît pas le droit du sol ? Ceux qui demeurent étranger au principe de laïcité ? Ou rebelles au principe d'égalité ?

- Il est contradictoire d'affirmer la « fin de l'État-nation » dans un article, d'atténuer le propos dans le second (la nation française n'est plus « le seul instrument »), et de conclure en célébrant la « confédération de nations européennes ». S'agirait-il de nations sans État et dépourvues de puissance souveraine ?

Si tel est le projet, il implique la disparition, entre autres, de la République

gaullienne, des monarchies belges et hollandaises, de la nouvelle République fédérale allemande - donc l'effacement de mémoires collectives et d'institutions symboliques qui concrétisent l'identité, de systèmes représentatifs qui organisent la démocratie et mettent en oeuvre les principes du droit.

Ce travail de destruction entraînerait la disparition des nations elles-mêmes car toutes (et pas seulement la France) sont ordonnées autour de très anciens États : par exemple l'Espagne monarchique, ou l'Angleterre, monarchique également mais pas vraiment intéressante



◆ Les drapeaux des États-nation devant le Parlement européen à Strasbourg.

Europe

La bataille de la souveraineté

puisqu'elle n'est pas incluse dans l'Euro-land ! Bien sûr, Laurent Joffrin rétorquera qu'il ne veut pas détruire ce qui existe. Mais, en ce cas, comment peut-il prophétiser la fin de l'État-nation ?

De notre point de vue, sa thèse est intenable car elle procède d'une confusion entre l'État, serviteur de la nation, et la nation conçue et vécue comme collectivité historique et territoire juridiquement unifié. Pour nous, les deux concepts sont distincts, mais reliés par le système complexe qui procède des différents modes de souveraineté - populaire, nationale, étatique.

Mais Laurent Joffrin reste logique avec lui-même puisqu'il considère que « *la France est le prototype de l'État-nation. Elle fut instituée par son État, et non par sa société ou sa culture* ». Comme si les autres nations et les empires n'avaient pas été institués, eux aussi, par un pouvoir souverain religieusement légitimé (naguère) et traçant son territoire par des actes symboliques (mariages dynastiques) et souvent guerriers... Curieusement, le directeur de *Libération* semble adhérer à une conception ethno-culturelle, effectivement moderne mais éminemment dangereuse. Passons, en faisant mine d'oublier que toutes les nations, historiques ou imaginées, qui se sont constituées après la chute du mur de Berlin se sont données ou redonnées un État.

Un « souverainisme » de type nouveau ?

Le rêve d'une « société sans État » conduit Laurent Joffrin à récuser la fausse « exception française » de l'État-nation, puis à nous raconter la fiction d'une souveraineté éclatée en réseaux, vidée de sa substance, mais cependant sauvée par un « souverainisme » de type nouveau : il s'agirait de promouvoir une souveraineté sans pouvoir souverain, une souveraineté de la libre affirmation des peuples contre les forces d'oppression.

La métaphore guerrière permet de montrer rapidement l'inanité de ce souverainisme *new age*. La bataille dans laquelle le stratège Joffrin veut nous jeter se déroulera sans état-major et sans général en chef. De simples réseaux ? C'est la Résistance sans de Gaulle, la Longue marche sans Mao, la prise de La Havane sans Castro... Trois chefs de guerre qui ont mené une action politique en s'appuyant sur un principe de légitimité - révolutionnaire ou (et) nationale. Trois dirigeants politico-militaires qui savaient pertinemment que leur légitimité prenait sens et force dès lors qu'elle était clairement située dans une capitale (Londres, Alger, Paris pour le Général) et sur un territoire libéré. C'est dire en peu de mots qu'il y a un lien théorique et pratique entre le pouvoir effectif, la légitimité de son détenteur, la puissance souveraine et son lieu d'exercice.

J'ai cité deux chefs révolutionnaires qui

étaient naguère aulés à *Libération*, où l'on a découvert, bien tard, la vérité des mondes totalitaires. D'où cette phobie de l'autorité, réduite et caricaturée dans la « figure du Maître » comme on disait autrefois. Cette attitude libertaire paraît sympathique. Ses implications sont redoutables.

Admettons que le principe de souveraineté (l'État de droit en puissance) ne soit plus mis en acte par un État disposant des moyens (« *ratio imperandi* ») nécessaires à la mise en oeuvre de ce principe res-publicain : en ce cas, le gouvernement (qui assure selon Rousseau la médiation entre le Souverain et le peuple) se trouvera dépourvu de ses fondements légitimes et le peuple sera d'autant moins disposé à le reconnaître que Laurent Joffrin nous dit que la souveraineté (étatique) sera répartie en différents lieux et sur plusieurs niveaux.

Dès lors, on peut tenir pour assuré qu'il n'y aura plus de peuple tant il est vrai que « *là où il n'y a pas de gouverneur, le peuple se dissout* » (Proverbes, XI, 14). C'est dire que le gouvernement est la condition de la démocratie, et l'affirmation de la puissance souveraine, dès lors qu'elle est ordonnée au Droit, garantit effectivement la liberté des hommes et des peuples rassemblés sur un même territoire.

Si Laurent Joffrin veut rester logique, et sauver dans son Euroland fictif une position « souverainiste » (en même temps que les conditions de possibilité de l'« euro ») il lui faut réclamer un gouvernement européen qui concentrerait à nouveau la puissance souveraine et la mettrait en oeuvre de manière d'autant plus impérieuse (autoritariste) que le territoire sera grand et ses habitants nombreux. Si Laurent Joffrin refuse cette conception à proprement parler impériale, il condamne ses réseaux souverainistes à être écrasés par les forces oppressives contre lesquels il prétend lutter. D'ailleurs, c'est ce qui est en train de se produire en France (notamment) où l'affaiblissement de la puissance publique expose les citoyens à subir une exploitation et une misère croissantes, tandis que les principes mêmes de la protection sociale (l'égalité et la justice remplacés par l'équité) sont peu à peu détruits.

Pas de droit sans État. Pas de démocratie - ni de démocratie sociale - sans pouvoir souverain. Pas de souveraineté politique, ni de souveraineté du peuple, qui ne soit précisément situées sur un territoire historiquement délimité et juridiquement défini. Proposer une déterritorialisation de la souveraineté, c'est détruire l'ensemble de ses conditions d'exercice et parachever, en toute bonne conscience libertaire, l'oeuvre destructrice du libéralisme économique.

B. LA RICHARDAIS

(1) *Libération*, 31 janvier 1997.

(2) *id.* 27 avril 1998.

Ernesto Guevara dit le Che

En octobre dernier Cuba a rendu les derniers honneurs à la dépouille du Che. Les cadavres ont ceci d'accommodant c'est qu'ils ne parlent pas et peuvent même être utiles.

Dimanche 9 octobre 1967, 13 h 10, Mario Teran, minable sergent ivre d'une minable armée bolivienne assassine Ernesto Guevara dit le Che capturé blessé, depuis quelques heures, au terme d'une traque de plusieurs mois.

Trente ans ont passé, la légende s'est emparée de l'homme, les éditeurs aussi ; il fallait choisir. Ignacio Taïbo, historien du mouvement ouvrier en Amérique latine m'a semblé le mieux qualifié pour redonner vie à ce mythe (1). L'entreprise n'était pas facile : s'attaquer à une légende c'est vouloir rétablir la vérité, elle n'est pas toujours plaisante. Le Che « fut profondément aimé et profondément haï ». Dans cette biographie l'information dans laquelle l'auteur a puisé est colossale mais elle émane essentiellement de ceux qui ont aimé le révolutionnaire, par ailleurs on sait que quantité de documents non exploités sont en possession d'Aléida sa seconde épouse et du gouvernement cubain. Alors est-ce « la » biographie annoncée ? Sans doute pas, néanmoins elle est solide et captivante malgré une traduction souvent affligeante et quelquefois grotesque, une orthographe fantaisiste et, parfois, une ponctuation curieuse. Elle ne tourne pas à l'hagiographie, l'auteur a su prendre et garder les distances nécessaires ; au sortir de cette lecture on comprend mieux pourquoi Guevara reste, pour certains, malgré le temps qui passe, et de sérieuses zones d'ombre, un symbole toujours actuel de la liberté.

Guevara est né en 1928 au sein de la petite bourgeoisie argentine. De son père il tire ses origines écossaises, par sa mère il descend d'un vice-roi du Mexique espagnol. Devenu asthmatique dès l'âge de 2 ans il vit d'abord confiné dans sa chambre en compagnie de Baudelaire, Mallarmé, Verlaine mais son besoin d'action se fait vite sentir, il combat l'asthme par la pratique du rugby. Dans cette maladie, qui sera un handicap permanent, on peut trouver l'origine de sa vocation de médecin. A 23 ans, il entreprend un grand voyage en Amérique latine. Franchir les frontières c'est alors passer d'une dictature à l'autre et côtoyer en permanence la même atroce misère et la mise en coupe réglée des économies locales par de puissantes sociétés prédatrices nord-américaines.

A l'occasion d'un second voyage il arrive au Guatemala alors que le colonel Arbenz essaie de soustraire son petit État des griffes de l'United Fruit Company. Audace ! Sur ordre de Kennedy appliquant la doctrine du « big stick », le « gros bâton », instaurée par Roosevelt, l'ordre yankee est rétabli via les bombardiers de l'US Air Force. De spectateur engagé le Che se mue en combattant implacable. C'est dans ces circonstances qu'il fait connaissance d'Hilda Galea qui, après beaucoup d'hésitation, deviendra sa première épouse. Ils se retrouvent au Mexique où se regroupent de nombreux exilés politiques et c'est la rencontre décisive avec Castro. Tout s'enchaîne, le 25 novembre 1956 ils sont 82 à s'entasser sur le frêle *Granma*, le Che prend part à

l'expédition en qualité de médecin. Ils seront seulement 12 à pouvoir atteindre le refuge inexpugnable de la Sierra Maestra. Au terme de deux ans de difficultés inouïes - c'est dire la foi et le courage de ces hommes et de ces femmes - Batista est chassé, Cuba s'ouvre théoriquement à la liberté.

Le Che qui a fait preuve d'exceptionnelles qualités militaires dans la conduite des opérations devient un personnage incontournable de la révolution qui s'installe. Le peuple l'acclame alors qu'il commence à dérouter certains. Ses conceptions originales quant au rôle de la guérilla dans un processus d'émancipation révolutionnaire ne lui font pas de des amis. On ne met pas en cause le rôle dirigeant d'une avant-garde éclairée sans provoquer la fureur des communistes orthodoxes. Le peuple oui, mais à sa place.

La victoire cache provisoirement de profondes divergences idéologiques. Guevara devient ambassadeur itinérant de Cuba, président de l'Institut national de la réforme agraire, ministre de l'Industrie, directeur de la Banque nationale. La tâche à accomplir est gigantesque ; dans ses nouvelles fonctions il déploie une énergie permanente, tenace, voire despotique vis-à-vis de son entourage. C'est l'époque des controverses idéologiques sur la loi de la valeur dans la formation des prix, la mise en œuvre d'une planification débarrassée du souci de rentabilité financière des entreprises, c'est l'énorme querelle sur le rôle des stimulants dans le processus d'accroissement de

la production. Des erreurs spectaculaires sont alors commises malgré les conseils éclairés, en particulier de René Dumont.

C'est aussi l'heure des déceptions. Insensiblement sectarisme et autoritarisme se substituent au dialogue. Le Che déplore que beaucoup de « camarades » croient ne plus avoir de devoirs mais avoir acquis des droits. Bon visionnaire il constate que les soviétiques - le modèle - s'enfoncent dans une impasse économique mortelle avec un système largement dominé par la bureaucratie, il déplore que ces « frères » aient vendu à Cuba, et fort cher, une technologie obsolète et des produits d'une qualité désastreuse.

L'heure de la rupture était arrivée. Tout, et le contraire de tout, a été dit - et par le Che lui-même - sur cet épisode. La liberté triomphante se figeait dans le dogmatisme et la bureaucratie, il était temps d'aller par le monde « allumer deux, trois, plusieurs Vietnams ».

Ce sera alors l'épisode peu connu du Congo ex-belge, une pantalonade tragique, une déroute totale, ce sera ensuite le grandiose projet andin vite réduit à l'errance misérable d'une bande de guérilleros abandonnés de tous et même, on le saura plus tard, trahis par le Parti communiste bolivien sur instruction des Soviétiques. Ce sera la fin tragique que l'on connaît.

Que reste-t-il du guevarisme ? Au cours d'un récent voyage en Bolivie j'assistais à La Paz à une manifestation monstre d'étudiants qui par milliers brandissaient des portraits du Che. Quelques jours plus tard, me trouvant dans la région où le Che a erré sans espoir, je voyais mis à la vente, toute une bimboloterie d'un goût douteux à l'effigie du révolutionnaire, et aussi proposé à l'amateur, un trekking « Sur les pas du Che »...

Marchands capitalistes et vieux dictateur enkyt dans son marxisme, chacun à sa façon tire des rentes sur un mort. Le Che méritait autre chose.

Michel FONTAURELLE

(1) Paco Ignacio Taïbo - « Ernesto Guevara, connu aussi comme Le Che » - Métailié/Payot - prix franco : 195 F.

Question de société

On parle sans cesse de questions de société sans toujours bien percevoir qu'il en est une qui les précède toutes et les conditionne absolument. C'est celle de la famille. Emmanuel Todd a montré dans ses livres (et encore dans le dernier (1)) que la structure familiale était au point de départ de toutes les autres et commandait les relations économiques. Mais dès qu'il est question d'anthropologie, il faut partir de cette structure fondamentale que constitue la différence sexuelle et donc la relation homme/femme dont dépend la génération, l'accueil et l'éducation des enfants. Comment sortir du triangle œdipien de Freud ? Impossible, à moins de partager le projet forcené de Deleuze et Guattari et de tous les idéologues post-soixante-huitards du désir, coalisés contre le système de la famille et voulant le faire sauter à tout prix.

Est-ce le seul projet qui nous reste de mai 68 ? On peut légitimement se le demander, à l'heure où les soixante-huitards patentés se sont ralliés au libéralisme triomphant, en ne gardant que leur différence libertaire. Il suffit de se référer à l'idéologie de *Libération* pour s'en persuader. En quoi ce quotidien bien-pensant est-il resté révolutionnaire ? Uniquement sur le terrain des mœurs, ce qui ne relève d'ailleurs nullement d'une folle originalité, cet autre quotidien de référence qu'est *Le Monde* défendant à peu près les mêmes positions dans ce domaine. Il y a quelques jours, un des éditorialistes de *Libé* nous livrait, sans fard, le fond de sa pensée. Pour lui, le fameux contrat d'union inscrit dans « le mouvement libéral qui a menagé, séculairement, l'espace des autonomies individuelles, au détriment des interdits traditionnels » permettrait de montrer comment la gauche demeure « le vecteur de l'innovation sociale ».

Cet acte de foi était d'autant plus intéressant qu'il s'accompagnait d'un quitus donné à la même gauche quant à ses « pesants soucis de bonne gestion » dans l'ordre économique. Autrement dit, rien n'est plus possible de nos vieux rêves de révolution économique, les lois de marché les ayant bousculés ou réduits à néant. Seule demeure l'innovation sur le terrain des mœurs et des structures qui en dépendent. En termes plus directs, disons que les espoirs libertaires se sont désormais fixés sur le « mariage homo » dans lequel *Libé* discerne la seule avancée possible et sans doute l'ultime héritage de mai 68. Il faut souligner au passage que cette volonté d'inscrire dans le droit la différence homosexuelle est étrange de la part de libertaires, d'autant qu'ainsi ils s'alignent sur le modèle familiariste honni, en bouclant la boucle lorsqu'ils veulent compléter les actuels projets de contrat d'union sociale ou de pacte d'intérêt commun par le droit à l'enfant par le biais de l'adoption ou de la procréation médicalement assistée. Le triangle œdipien est donc reconstitué. C'était bien la peine...

Pour être juste, il faut dire que l'homosexualité contemporaine est traversée par une contradiction, que souligne justement Sylviane Agacinski dans son dernier essai, « entre le désir d'assumer fièrement une position transgressive et « excentrique » - c'est la tentation de toute liberté sexuelle, affirmée souverainement - et, en même temps, la peur de

l'exclusion, le désir d'intégration, voire la nostalgie de la famille normale ». La *Gay Pride* mêle ainsi « l'exhibition provocatrice et la demande de reconnaissance ». Mais Michel Foucault lorsqu'il valorise « l'amour entre garçons » renvoie moins à la structure du couple qu'à « l'invention de relations inédites ».

Est-il possible à partir de là de penser la relation homosexuelle sur le mode de la relation hétérosexuelle ? Même si le langage courant intègre de plus en plus ce schéma, il n'est pas du tout évident qu'on puisse remplacer la structure fondamentale fondée sur la différence sexuelle car ce n'est pas un type de pratique qui définit une identité, c'est l'appartenance à un sexe. Vouloir nier cette réalité anthropologique, c'est s'exposer à des déconvenues, voire à des régressions qu'un regard sociologique, collé sur l'immédiat, ne discerne pas encore. Et pourtant, certaines réalités sociales devraient porter à la réflexion. Certains phénomènes de violence ne sont pas séparables aujourd'hui de problèmes familiaux sérieux à cause desquels les jeunes ne peuvent plus se retrouver, victimes d'un brouillage généralisé des valeurs quand ils ne sont pas profondément blessés dans une affectivité elle-même désintégrée.

par Gérard Leclerc



L'identité sexuelle propre à l'homme ou à la femme a un sens qui lui-même détermine des fonctions et des rôles à l'intérieur de la cellule familiale. L'absence de père peut avoir des conséquences catastrophiques, dès lors que son rôle réel, psychique et symbolique n'est pas tenu. Certes, le rôle de mère est aussi important pour la formation de l'enfant. Mais il se trouve que dans l'essentiel des cas aujourd'hui, les carences familiales proviennent de l'absence de l'homme à la maison, la maman pilotant seule ce qu'on appelle « la famille monoparentale ». Si le père n'intervient pas pour dire la loi et l'interdit, marquer les séparations nécessaires, l'enfant se trouve dans la confusion et même livré à la violence. Contrairement à l'image diffusée par une certaine propagande féministe, le matriarcat n'est nullement un univers apaisé. Il suscite au contraire les cités guerrières à l'intérieur desquelles les fils ne peuvent s'émanciper qu'en devenant des guerriers.

Mais il est difficile d'exposer des questions aussi complexes en condensé. Aussi conseillerais-je volontiers pour une réflexion sérieuse deux ouvrages récents, très différents d'inspiration et de facture, mais qui tous deux réhabilitent la différence sexuelle. Celui de Tony Anatrella, psychanalyste et prêtre est significativement intitulé « La différence interdite » (2). Celui de Sylviane Agacinski, philosophe (et par ailleurs épouse de l'actuel Premier ministre) nous renvoie aussi significativement à la « politique des sexes » (3). L'un et l'autre sont en effet, persuadés de la nécessité d'affirmer l'originalité et la complémentarité de l'homme et de la femme. Tony Anatrella traverse toute l'épaisseur des souffrances contemporaines, en mettant en cause l'indistinction et le brouillage qui en résultent. Sylviane Agacinski insiste beaucoup plus sur la différence féminine, en la réhabilitant contre tout un discours féministe inspiré par Simone de Beauvoir et sa phobie prodigieuse de la nature biologique féminine. Même si on ne la suit pas dans son plaidoyer pour « la parité » en politique, on admire son parcours intellectuel sûr et argumenté. Tony Anatrella va plus loin dans l'analyse des pathologies, avec ses compétences propres. Tous les deux font comprendre la gravité de la première des questions de société.

(1) Emmanuel Todd - « L'illusion économique » - Gallimard - prix franco : 119 F.

(2) Tony Anatrella - « La différence interdite - sexualité, éducation, violence » - Flammarion - prix franco : 133 F.

(3) Sylviane Agacinski - « Politique des sexes » - Seuil - prix franco : 100 F.

Passion mortelle

Gabriel Matzneff poursuit la publication de son journal, dans le désordre, puisque ce nouveau tome *La passion Francesca* recouvre les années 1974-1976, marquées par une passion folle et destructrice.

Ouvrir un livre de Gabriel Matzneff, c'est l'assurance de ne pas être surpris, de plonger dans un univers qui nous est devenu familier. Cette impression est renforcée à la lecture du nouveau tome de son journal, dont l'objet - la passion pour la jeune Francesca - a déjà constitué la matière d'un roman publié en 1981, *ivre du vin perdu*.

La lecture d'une passion est souvent lassante, et celle-ci se révèle effectivement parfois un peu ennuyeuse : les protagonistes de cet amour fou, très charnel, font l'éternel aller-retour entre des querelles violentes et des réconciliations tout aussi ardentes. La forme même du journal, qui consigne plus les faits qu'il ne raconte une histoire, ne nous permet pas de nous intéresser pleinement aux effusions des amants.

Heureusement, Matzneff élève le débordement des sens au rang de destin, tout à la fois ridicule et tragique : « *Seule la folie d'amour nous arrache à la solitude et à notre inutilité. Seule cette folie*

d'amour nous retient au bord du gouffre ». Plus loin, il commente ainsi le premier tome du journal, *Cette camisole de flammes*, qui venait de paraître : « *C'est un livre sur le naïf espoir que l'amour peut nous arracher à la tentation de la solitude et de la mort* ». C'est par cette mise à nu de sa faille intérieure que Matzneff nous touche et nous enthousiasme.

Le journal est presque exclusivement centré sur la passion amoureuse : pendant ces années, l'écriture elle-même est reléguée au second plan. L'écrivain préfère une étroite avec son ange noir qu'un chapitre de plus aux *Moins de seize ans*, essai que sa jeune amante lui inspire. Ce journal s'achève pourtant sur le constat d'échec de l'amour, de sa nature destructrice. L'amour pour Francesca est voué à la mort, mais il survivra dans un roman, quelques années plus tard.

Véronique HALLEREAU

Gabriel Matzneff - « *La passion Francesca - 1974-1976* », préface de Thierry Lévy - Gallimard, 340 p. - prix franco : 129 F.

Nouveautés proposées par le service librairie

♦ Robert J. Knecht - « *Un prince de la renaissance, François 1^{er} et son royaume* » - franco 180 F.

♦ Patrick Gaboriau - « *SDF à la Belle Époque* » - franco 160 F.

♦ Gérard Lafay - « *L'Euro contre l'Europe* » - franco 100 F.

A la source de James Bond

Chacun connaît James Bond 007, le célèbre espion créé par Ian Fleming, plus tard popularisé à l'écran, jusqu'à devenir immortel, sous les traits de Sean Connery puis de Roger Moore.

« Ian Fleming repandit l'information selon laquelle son célèbre héros de fiction, le capitaine de frégate James Bond, de la Royal Navy, fut inspiré du capitaine de corvette Patrick Dalzel-Job », lit-on dans la préface sous la plume de Charles Wheeler.

Bond aurait donc un modèle ! Ce sont les souvenirs de ce modèle que ce livre nous invite à découvrir. Des côtes de Norvège occupée à la pointe de l'avance alliée en France et en Allemagne, le lecteur suit admiratif et ébahi les unités spéciales des services de renseignement de l'Amirauté britannique, traquant les secrets les mieux gardés d'un Reich qui se voulait millénaire.

On oublie souvent une vérité pourtant évidente : parmi les adversaires les plus résolus du nazisme, il y eut les officiers de sa Très Gracieuse Majesté britannique. Ils le furent modestement, « *Pour la Patrie et pour le Roi* », avec la conviction tranquille que la Monarchie parlementaire est le meilleur des régimes.

Une opinion constante affirmée par l'auteur peut agacer le lecteur non-familiarisé avec les souvenirs de guerre écrits par des officiers anglais, Patrick Dalzel-Job avoue sans fausse honte avoir aimé la guerre considérée comme une sorte de sport particulièrement excitant, mais on n'oubliera pas

certaines scènes poignantes écrites avec une pudeur réservée, telle celle où à Bremerhaven en mai 1945 l'auteur assiste symboliquement à la fin de la prédominance européenne au profit de la puissance montante américaine.

Témoignage remarquable sur un aspect méconnu de la Seconde Guerre mondiale en même temps que remontée aux sources d'un des mythes les plus prégnants de la littérature populaire, le livre de Patrick Dalzel-Job mérite l'attention des lecteurs soucieux de connaître ce que fut l'une des tragédies les plus meurtrières de ce siècle en même temps qu'une formidable épreuve où se révélèrent des individualités exceptionnelles le marquant bien au-delà de la tragédie.

Bruno DIAZ

Patrick Dalzel-Job - « *Le vrai James Bond (Des neiges de l'Arctique aux sables de Normandie)* » Trad. André Drothière, Adap. François de Lannoy - Éd. Heimdal, 1997, prix franco : 110 F.

Promotion exceptionnelle

Mon album de famille

par le comte de Paris

Plus de trois cent illustrations et documents photographiques inédits.

199 F franco au lieu de 290 F.

Péril en la demeure...

Un mois et demi. Oui, un mois et demi c'est le délai qui nous reste pour trouver les 50 000 F qui nous sont absolument nécessaires pour faire face à nos échéances vitales. La deuxième liste de souscripteurs publiée ci-dessous montre que nous avons presque atteint la moitié de l'objectif (grâce notamment à un ami spécialement généreux). Le démarrage est donc bon, mais il faut que la cadence soit maintenue pour que nous réussissions. Rappelons que l'enjeu est de taille : si nous voulons pouvoir continuer à publier *Royaliste* au même rythme et maintenir l'ensemble de nos activités il est indispensable d'aboutir.

Yvan AUMONT

2^e Liste de souscripteurs

Erika Abrams 100 F - David Arnaud 100 F - Paul Balta 100 F - "Pour le roi Jean" Patrick Barrau 500 F - François Bonnet-Dupeyron 350 F - Philippe Cailleux 200 F - Arnaud Chabrier 70 F - Jean-Michel Dejenne 100 F - Yves Floucat 200 F - Pierre Goubert 400 F - Jacques Guerner 100 F - Anthony Hands 500 F - Patrick Isambert 500 F - P.J. (Paris) 200 F - G.L.G. 100 F - G.M. (Marseille) 300 F - François Verazzane 1000 F - Christian Mory 500 F - Jacques de Poulpique 300 F - Yolande de Prunel 300 F - M.P. (Lyon) 300 F - Hervé Rumin 100 F - Un anarcho-royaliste du Maine 300 F - Grégory Thomas 50 F - Philippe Villaret 10000 F.

Total de cette liste : 16670 F

Total précédent : 5755 F

Total général : 22425 F

VOL DE COURRIER

Nous avons été à plusieurs reprises, ces derniers temps, victimes de vol de courrier dans notre boîte à lettres. Nous demandons à tous nos correspondants qui ont remarqué une anomalie (relance intempestive d'abonnement, commande de librairie non servie, etc.) de prendre contact avec nous pour s'assurer que leur lettre nous est bien parvenue.

ROUEN

Dimanche 7 juin, de 14 h à 20 h, se tiendra la grande fête antiraciste intitulée « *Au coeur des couleurs, Égalité* » au Parc des Chartreux à Petit-Quevilly (5 km de Rouen) avec forums, animations musicales, buvettes, etc.

♦ Comme chaque année la NAR y sera présente et notre stand, comme tous les ans, ne passera pas inaperçu !

♦ Tous nos amis sont conviés à y participer, à venir prendre contact à notre stand, à nous apporter leur aide matérielle. Renseignements et contact auprès de Philippe Cailleux - B.P. 6 - 76240 Le Mesnil-Esnard ou par téléphone au 02.35.80.32.88.

COMTE DE PARIS

La photocopie de l'appel du comte de Paris : « *Ne renoncez pas à la France* », réclamant un référendum sur la construction européenne, paru dans le *Figaro* du 21 avril, est disponible sur simple demande. Merci de joindre deux timbres pour les frais.

PRINCES

Le numéro 6 de la revue *Princes d'Europe et d'ailleurs* est paru. Prix du numéro 38 F franco. Les précédents numéros sont encore disponibles (à l'exception du n° 1) au même prix. Également paru un numéro spécial hors-série « *Sissi, centenaire d'un mythe* » - Prix : 56 F franco.

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

♦ Mercredi 20 mai : Non, il ne s'agira pas d'une célébration lacrymale du printemps de 1968 ! Avec Jean-Pierre LE GOFF, nous allons bien sûr revenir sur ce qu'il nomme un « héritage impossible » (tel est le titre du livre qu'il vient de publier) mais pour procéder à une « Critique de Mai 68 », en montrant les

effets inattendus et encore mal perçus de ce mouvement - à commencer par cet individualisme qui récuse tout engagement politique. Réaction de rejet donc ? Au contraire : la critique est faite pour ouvrir de nouvelles perspectives. C'est dire que nous serons, avec notre invité, au coeur de l'actualité.

♦ Mercredi 27 mai : L'an dernier, les auditeurs d'Aimé RICHARDT avaient vivement apprécié la manière dont cet historien, qui est aussi chef d'entreprise, nous avait présenté son ouvrage sur Colbert. Nous sommes heureux de l'accueillir à nouveau pour sa biographie de « Louvois », grand serviteur de l'État, mais personnage ambitieux et brutal dont Louis XIV fit son « bras armé ». Ce grand administrateur, qui créa l'armée royale permanente, fut aussi l'homme des dragonnades et du sac du Palatinat. Dure illustration de la grandeur et de la violence à l'âge classique...

SÉMINAIRE RADKOWSKI

Georges-Hubert de Radkowski

Organisé sous l'égide de la Banque de France, un séminaire en l'honneur de notre ami Georges-Hubert de Radkowski - disparu il y a dix ans -, se tiendra à Marne-la-Vallée le mercredi 20 mai.

Intitulé « *Monde ouvert, pensée nomade* », ce séminaire a pour ambition de mettre en relief quelques idées force de la pensée de cet anthropologue trop méconnu. Parmi les intervenants pré-

vus : René Girard, Michel Deguy, Pierre Manent, Jean-Michel Servet, Pierre-Yves Gomez, Yann Lepape.

Renseignements et inscriptions auprès de Mme Nicole Valtel (Banque de France) au 01.64.80.23.38.

Bibliographie :

♦ *Les jeux du désir* - franco 124 F
♦ *Métamorphoses de la valeur* - franco 110 F
♦ *Anthropologie générale* - franco 110 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Jacques Chirac devant ses choix

Trois ans après l'élection de Jacques Chirac, il est de bon ton de faire l'inventaire des dégâts commis par le président. La dissolution manquée de 1997 aurait sonné le glas de la V^e République, et les partisans défaits du président se battent dans un champ de ruines, pactisent avec l'adversaire frontiste ou sont compromis dans de vilaines affaires de corruption...

Ce tableau désolant suscite chez les commentateurs des jouissances moroses, et donne au chef de la gauche le calme qui sied à l'homme certain d'aller, sans obstacles majeurs, jusqu'au bout de son ambition.

Gardons-nous cependant de nous mettre à la suite des croque-morts. La Constitution de la V^e République est toujours solide, elle a résisté à la dissolution comme à d'autres vicissitudes, et la troisième cohabitation ne met pas en péril les institutions. Dans ce domaine, c'est le quinquennat, et lui seul, qui entraînerait l'effondrement de la grande architecture gaullienne. Or le président de la République refuse de céder à la gauche sur ce point décisif, et démontre par là qu'il dispose encore d'une forte capacité dissuasive. Tant mieux. Dans la période pré-révolutionnaire que nous vivons, rien ne serait pire que la destruction de notre symbolique politique et du système juridique qui donne au président sa légitimité.

Ralliement dérisoire ? Conservatisme frileux ? Certes non. Les royalistes ont, plus que d'autres, des raisons de penser que cette légitimité est partielle

et cette symbolique trop faiblement incarnée. Mais, dans les épreuves qui frappent le pays, il importe de sauver tout ce qui peut l'être dans l'ordre politique : le principe d'unité, la possibilité de l'arbitrage, la garantie des libertés.

Cela doit-il mettre Jacques Chirac à l'abri des critiques ? Pas plus que son prédécesseur car le pouvoir, aussi fondé soit-il, doit toujours être soupçonné.



Méfions-nous simplement des effets d'optique. Jacques Chirac est une cible facile parce que la presse le campe en chef de la droite et en patron du RPR. Si le président de la République n'était que cela, son échec serait évident. Mais il est avant tout l'arbitre désigné par la Constitution et doit être jugé sur la manière dont il remplit sa fonction. Ceci malgré l'ambiguïté de sa situation qui, dans la V^e République, fait de l'élu des uns contre les autres l'homme de toute la nation.

De ce point de vue, Jacques Chirac est entré dans une période cruciale, qu'il devrait pouvoir envisager avec une rela-

tive sérénité. La perspective de la prochaine élection présidentielle est encore lointaine, la pression de la gauche est faible, et la droite est dans un tel état qu'elle n'est pas en mesure de peser sur l'Élysée. Ce qui donne au président trois avantages :

Alors qu'il est trop souvent apparu comme le chef de la droite, il peut devenir ce qu'il doit être : le président de tous les Français.

Alors qu'il s'est fait, de manière inconsidérée, le porte-parole d'une idéologie néo-libérale qui nie le pouvoir politique, il peut s'affirmer comme chef de l'État, ultime garant de la justice et de la liberté.

Alors qu'il a accepté de graves abandons de souveraineté au profit de la technocratie européenne, il peut redevenir aux yeux de tous le « garant de l'indépendance nationale » selon la mission qui lui est assignée par la Constitution.

A chaque tâche sa condition nécessaire :

Que Jacques Chirac ait le courage de résister à ses propres amis, qui le pressent de reprendre sa place de chef de clan.

Que Jacques Chirac ait la force de se libérer d'une part de lui-même - celle de l'énarque, du ministre-expert qui lui donne cet air emprunté - afin de révéler, hors de toute démagogie, sa générosité et son amour du pays.

Que Jacques Chirac ait l'audace d'un référendum sur la souveraineté et qu'il profite de la victoire probable du non pour entraîner la France sur une voie conforme à sa vocation.

Mais il y a peu de chances pour que le président se libère des pesanteurs politiques et sociales, alors que l'immobilité indéfinie l'expose et nous expose aux plus grands périls. Peu de chances alors que les risques sont minces et que, libérant la nation française de contraintes insupportables et inutiles, le chef de l'État deviendrait immensément populaire.

Bertrand RENOUVIN